



CNT-Solidarité Ouvrière

Syndicat INTERCO du 66

31 av des Palmiers, 66000 Perpignan

cntsointerco66@gmail.com

COMMUNIQUÉ DE PRESSE SUR L'AUGMENTATION DES TRANSPORTS

Le département des Pyrénées orientales est le 2ème département le plus pauvre de France avec 12,4% de taux de chômage contre 7,4 % au national, plus de 25 000 allocataires du RSA (646,52 € maximum par mois pour une personne seule), 13 000 allocataires de l'allocation adultes handicapés (1033,32 € par mois), 10 000 allocataires du minimum vieillesse (1034,28 € par mois) et 45 % des retraités ont une retraite tellement basse qu'ils ne payent pas de CSG (un SMIG net pour une personne seule, un SMIG et demie pour un couple).

Après l'augmentation de 1 à 2 € du trajet bus/train au 1er octobre 2025 confirmé récemment par la Région au journal L'indépendant, nous apprenons que par délibération de la commission permanente de la Région du 27 juin 2025, **les cartes d'abonnements vont augmenter au 1er janvier 2026 de 33 à 66% au motif d'une prétendue harmonisation des tarifs qui aurait plutôt dû se faire par le bas.**

Si elles étaient mises en application ces mesures auraient un effet catastrophique sur le pouvoir d'achat des plus précaires, alors que dans le même temps le gel des revenus sociaux est annoncé !

Elles sont un contre sens à une époque où la question climatique devrait inciter la Région à promouvoir l'usage des transports en commun et à assurer la continuité du territoire, notamment en milieu rural.

Notre syndicat dénonce ces mesures, en demande l'annulation, et réclame la gratuité des transports à l'intérieur du Département à l'instar de la ville de Montpellier.

Nous exigeons par ailleurs sans délais **la réouverture de la ligne SNCF Villefranche sur conflent- Île sur têt** fermée depuis près d'un an, ce qui pourrit la vie des habitants du Conflent et menace à terme le Train Jaune. A noter que reçus par la préfecture le 24 juillet 2025 suite à une manifestation commune à l'association Train en têt, **nous avons été exclus par le Préfet de celle du 31 juillet** au motif que nous ne faisons pas partie du comité de suivi !

Perpignan le 4 août 2025

